



mfi agence multimédia

radiofranceinternationale 104 avenue du président kennedy 75016 paris france

téléphone : 00 33 1 44 30 87 30

mfi@rfi.fr

N°480 **Une stratégie francophone pour Copenhague**

09.11.22 **L'agriculture, enjeu crucial**

(MFI) A 95 % dépendante de la pluviométrie, l'agriculture africaine est dangereusement exposée aux changements climatiques qui menacent la sécurité alimentaire des populations africaines, qui aux deux tiers dépendent directement de l'agriculture et de la foresterie. C'est pourquoi le volet agriculture occupe une place centrale dans le projet NECTAR.

L'avertissement émane de Jean-Pascal Van Ypersele, vice-président du GIEC¹ : « *Dans les régions tropicales et subtropicales arides et subhumides (en particulier en Afrique) où les cultures sont déjà proches de leur seuil de tolérance à la chaleur et à la sécheresse, l'augmentation des températures et la réduction des précipitations risque de réduire et de faire chuter le rendement moyen, déjà bas, des exploitations agricoles. En particulier les petites exploitations familiales qui n'ont pas les moyens d'investir dans de coûteux systèmes d'irrigation* ». De son côté, dans un rapport² paru en septembre 2009, l'*International Food Policy Research Institute* (IFPRI), basé à Washington, montre que l'adaptation aux changements climatiques et la sécurité alimentaire sont deux problématiques étroitement liées : « *Toute activité consistant à adapter l'agriculture aux défis du réchauffement climatique peut améliorer la sécurité alimentaire. Inversement, toutes actions en faveur de la sécurité alimentaire des petits producteurs leur permettant d'accroître leurs revenus les aideront à s'adapter au changement climatique* ». Partageant un tel constat, les Francophones plaident pour que la question agricole soit un point central des négociations sur le changement climatique.

Des « responsabilités communes mais différenciées »

Les changements climatiques menacent l'humanité entière, mais « *à la différence des entreprises et consommateurs des pays industrialisés et émergents, la priorité pour la petite agriculture du Sud n'est pas d'adopter des moyens de production moins polluants, tant sa part dans les émissions globales passées et présentes est réduite* », signale le sociologue François Polet, du Centre Tricontinental de Louvain-la-Neuve en Belgique. Aussi doit-on s'interroger sur la solution des « mécanismes de développement propre » dont se félicite la communauté internationale, alors que cette solution ne vise pas tant à préparer les pays pauvres au défi du réchauffement climatique « *qu'à offrir un degré de flexibilité aux pays développés essayant d'atteindre leurs objectifs de réduction d'émission de CO₂* ». En revanche, pour les millions de paysans confrontés à la diminution de la pluviométrie, il s'agit « *d'adopter des techniques agricoles permettant de produire autant sinon plus, dans des conditions difficiles, en améliorant la capacité des sols à retenir l'eau, en opérant un travail de sélection des semences et des espèces animales moins gourmande en eau* ».

Les changements climatiques risquent d'affecter substantiellement les rendements agricoles en Afrique subsaharienne : diminution de 15 % pour le riz, 34 % pour le blé et 10 % pour le maïs, selon les projections de l'IFPRI. Pour faire face à cette situation, la plupart des experts appellent à un accroissement de la production et donc des investissements publics dans la recherche, les infrastructures, l'irrigation. L'IFPRI évalue à 7 milliards de dollars par an le coût d'une telle adaptation, indiquant que la priorité doit être donnée à l'Afrique sub-saharienne – 40% du total –, et notamment à l'investissement dans les infrastructures routières. Dans le même sens, dans l'étude sectorielle sur l'agriculture du projet NECTAR³, Mamadou Kouma et Yacine Badiane Ndour (de l'Institut sénégalais

¹ Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat

² *Climate change : Impact on agriculture and costs of adaptation*, IFPRI.

³ M. KHOUMA, Y. BADIANE NDOUR, Etude préliminaire d'adaptation aux changements climatiques en Afrique, Agriculture, contribution au projet de Négociation climat pour toute l'Afrique Réussie (NECTAR), OIF/ IEPF/ PNUE/ISRA, juillet 2009.

de recherches agricoles, l'ISRA) concluent que « *les négociateurs africains doivent insister sur la nécessité d'avoir un fonds spécial pour l'agriculture et les forêts dont les procédures d'accès seraient simples. Ils doivent aussi insister sur l'accès aux technologies générées en dehors de l'Afrique et directement applicables à faible coût* ».

Des modèles d'agriculture en concurrence

Si les experts et les politiques s'accordent sur la nécessité d'accroître les investissements dans l'agriculture, « *la question fondamentale qui se pose est de savoir à qui ces investissements vont profiter et pour quels usages* », souligne le professeur François Collart Dutilleul, l'un des spécialistes européens du droit agroalimentaire. Deux modèles s'affrontent : le premier prône une vision productiviste et libre-échangiste qui encourage une agriculture de rente de type agro-exportatrice favorable aux multinationales. Le second est centré sur la souveraineté alimentaire et promeut une agriculture familiale de type vivrière respectueuse de l'environnement. Force est de constater que le volet agriculture du projet NECTAR reste relativement silencieux sur cette épineuse question qui divise les Etats. Mais il s'agit seulement d'une étude préliminaire de NECTAR sur l'agriculture. L'étude approfondie sera disponible prochainement. Toutefois, les chercheurs de l'ISRA précisent qu'« *en Afrique sub-saharienne, la priorité doit être donnée à des actions alliant agriculture de conservation et agroforesterie pour augmenter le stockage du carbone, protéger la biodiversité, assurer la subsistance des populations et enrayer la désertification* ». Un premier pas ?

Face au bilan négatif du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (16-18 novembre 2009), le défi des Francophones pourrait consister à faire des négociations climatiques une véritable opportunité de développement pour les paysans africains. Comme le souligne l'étude sectorielle, « *l'élargissement du marché du carbone à la protection des forêts et à l'agriculture pourrait offrir de nouvelles incitations aux petits producteurs tout en leur permettant de participer à l'effort mondial de réduction des émissions des gaz à effet de serre, principal moteur des changements climatiques* ».

Olivier Rabaey